

Unité départementale du Val-de-Marne
Service risques et installation classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 31 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EG RETAIL

5 rue TORTUE
94400 Vitry-Sur-Seine

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PRAU/2025/CL/N°519GR
Code AIOT : 0006506554
HELIOS : 63226

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement EG RETAIL implanté 5 RUE TORTUE 94400 Vitry-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 18 décembre 2025 a été réalisée dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif des installations, sans porter sur la problématique de réhabilitation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EG RETAIL
- 5 RUE TORTUE 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société EG RETAIL France est autorisée à exploiter un dépôt pétrolier à Vitry-sur-Seine, notamment par les arrêtés préfectoraux des 29 juin 1993 (réglementation initiale du dépôt), 31 mai 1995 (sirène PPI), 1^{er} avril 2008 (mesures de maîtrise des risques (MMR) : événements de réservoirs), 17 octobre 2008 (étude de dangers actée et MMR complémentaire relative au mur d'enceinte du site), 30 septembre 2010 (actualisation des moyens de défense contre l'incendie) et 13 juillet 2017 (surveillance des eaux résiduaires et souterraines).

Ce dépôt pétrolier est visé par la directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « directive SEVESO III » (établissement « Seuil haut »). À ce titre, il a été soumis à la réalisation d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) approuvé le 30 mars 2015.

Les installations sont classées au titre des rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubrique	Alinéa	Nature	Régime
1432	2	Liquides inflammables (remplissage ou distribution) autres que 1435	A
4511	2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	DC
4734	2a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	A Seveso seuil haut

Par courrier du 4 juin 2025, EG Retail a notifié au préfet du Val de Marne la mise à l'arrêt définitif de son dépôt pétrolier d'ici décembre 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Par courrier du 03/11/2025, l'exploitant a transmis des éléments de réponse concernant les observations relevées dans le rapport de l'inspection daté du 02/09/2025 suite à la précédente inspection du 19/08/2025. Les réponses de l'exploitant répondent aux observations faites et n'appellent pas de commentaire particulier de la part de l'inspection.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à l'arrêt définitif	Code de l'environnement du 10/12/2025, article R.512-39-1	Sans objet
2	PFAS dans les mousses anti-incendie	Règlement européen du 20/06/2019, annexe I	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate la mise à l'arrêt définitif des installations et la suppression des risques d'incendie et d'explosion liés aux installations.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/12/2025, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à l'arrêt définitif
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
Constats : <p>Par courrier du 4 juin 2025, EG RETAIL a notifié au préfet du Val-de-Marne la mise à l'arrêt définitif du son dépôt pétrolier d'ici décembre 2025. La société EG RETAIL et la société BF4 VITRY SEINE se sont accordées pour que, une fois la mise à l'arrêt définitif des installations (placée sous la responsabilité d'EG RETAIL) ait été actée, la mise en sécurité du site ainsi que sa réhabilitation soient effectuées par la société BF4 VITRY SEINE dans le cadre de la procédure tiers-demandeur.</p> <p>Par courrier du 04 juin 2025, la société BF4 VITRY SEINE, filiale du groupe BROWNFIELDS, a transmis une demande d'accord préalable accompagnée d'un dossier « tiers-demandeur » indiquant toutes les mesures prévues dans le cadre de la mise en sécurité du site.</p> <p>Par l'arrêté préfectoral n° 2025/04983 du 12 décembre 2025, définissant les conditions de mise en sécurité, de réhabilitation, de surveillance et de gestion du site anciennement exploité par la société EG RETAIL sur la commune de Vitry-sur-Seine, ces obligations sont désormais transférées à la société BF4-VITRY SEINE, par substitution. Ainsi, tout ce qui concerne les opérations de mise en sécurité, qui seront réalisées par le tiers-demandeur, fera l'objet d'un rapport ultérieur.</p> <p>L'inspection constate, lors de sa visite, l'absence de matières combustibles résiduelles. Le stock d'hydrocarbures a été entièrement vidé, les réservoirs ont été nettoyés et dégazés, avec un certificat de dégazage apposé sur chacun d'eux, la déconnexion des réseaux a été effectuée, les</p>

tuyauteries ont été vidangées de tous hydrocarbures et nettoyées. L'inspection constate la mise à l'arrêt définitif des installations et la suppression des risques d'incendie et d'explosion liés à ces installations.

L'inspection a toutefois relevé, lors de la visite d'inspection du 18 décembre 2025, la présence de deux petits bacs de récupération des égouttures contenant des produits sous les compartiments 44 et 47 de la cuve d'additif, et a constaté que le séparateur d'hydrocarbures n'était pas encore nettoyé ni vidé. Par courriel du 19 décembre 2025, l'exploitant a transmis le bordereau de suivi des déchets daté du 19 décembre 2025, attestant de l'élimination des deux petits bacs de récupération des égouttures ainsi que du pompage du séparateur d'hydrocarbures.

➔ **Les documents transmis et la visite du site permettent d'acter la mise à l'arrêt définitif des installations exploitées par EG RETAIL.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PFAS dans les mousses anti-incendie

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/1021 du 20/06/2019 concernant les polluants organiques persistants, annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS et le PFOA sont inscrits à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

[PFOS]

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

[PFOA]

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des

conditions suivantes [...]

Constats :

L'inspection constate que les installations de lutte contre l'incendie sont toujours présentes et disponibles pour fonctionner, notamment avec la présence de deux cuves d'émulseurs contenant du PFOA et du PFOS. L'exploitant a déclaré que ces produits seront éliminés dans le cadre de la mise en sécurité du site. Les cuves doivent être prises en charge par un prestataire spécialisé au début de l'année 2026. Selon les précisions apportées par l'exploitant, le traitement comprendra entre trois et cinq rinçages des cuves et des tuyauteries associées. Les eaux de rinçage générées seront également dirigées vers la filière de traitement prévue à cet effet (incinération).

- ➔ L'inspection prend note que les émulseurs seront supprimés début 2026 dans une filière dûment autorisée, dans le cadre de la mise en sécurité du site.

Type de suites proposées : Sans suite